

LE SYNDICALISME : RÉVOLUTIONNAIRE DANS LE SOCIALISME RÉEL ?

par

NICOLAS TRIFON

Syndicat et mouvement : cinq cas de figure

Depuis les années soixante-dix, les régimes se réclamant du socialisme réel sont confrontés à des phénomènes de revendication, de contestation et d'opposition qui relèvent à la fois du mouvement ouvrier et, chose nouvelle, du syndicalisme. Plusieurs cas de figure se sont présentés. On peut en distinguer déjà trois, selon que l'initiative de constitution d'un syndicat libre correspondait à une volonté de : 1° déclencher un mouvement ouvrier — en donnant l'exemple et en fournissant des éléments, notamment juridiques, susceptibles de favoriser l'apparition de conflits et la formulation de revendications ; 2° empêcher l'isolement — sur le plan de l'information et de la solidarité — de conflits ouvriers exemplaires mais à caractère local ou régional ; 3° faire aboutir des revendications ayant déjà été formulées lors de soulèvements ouvriers d'envergure et de donner les moyens d'expression et d'organisation autonomes à un mécontentement populaire généralisé.

La création de syndicats libres peut revêtir d'emblée le caractère d'une revendication collective à la faveur de mouvements de grève allant explicitement en ce sens ; ce serait le quatrième cas de figure. Enfin, à la suite d'un conflit ouvrier

important mais sans lendemain, et dans la perspective d'ouvrir une brèche dans le glacis régnant, un groupe spécifique peut se constituer autour de l'idée de syndicats indépendants. Avec ce cinquième cas nous avons fait le tour de la question (1).

Géographiquement, il est facile de localiser ces cas de figure : le premier en U.R.S.S., à travers les tentatives de Khlebanov et le S.M.O.T. (Union interprofessionnelle libre des travailleurs) — le témoignage de Borissov sur la vocation du S.M.O.T. « de développer un mouvement ouvrier ; de se manifester » (2) est significatif ; le deuxième en Roumanie, où le S.L.O.M.R. (Syndicat libre des travailleurs de Roumanie) est créé en février 1978 à la suite des grèves des mineurs de la vallée de Jiu (août 1977) ; le troisième en Pologne à travers l'initiative de Switon — chronologiquement la première dans le genre —, et, surtout, le K.W.Z.Z. (Comité consultatif des syndicats libres de la Baltique) en 1978, animé par Gwiazda, Walesa, Walentynowicz et Lis ; le quatrième en Chine, à l'occasion du rétablissement des syndicats, suspendus pendant la Révolution culturelle, lorsque des grèves ont éclaté dans plusieurs usines pour réclamer des syndicats libres « comme en Pologne » ; le cinquième à Cuba, après les conflits ayant eu lieu dans l'industrie du sucre — les autorités cubaines ont ultérieurement reconnu la raison de la condamnation à mort de cinq des dix-sept inculpés dans cette « affaire » (cf. *L'Humanité* du 5 et 17 mai 1983).

A une exception près, ces initiatives se sont soldées par des échecs : en U.R.S.S., les efforts du S.M.O.T. ne se sont pas traduits par l'émergence d'un mouvement ouvrier ; en Roumanie, malgré sa percée initiale (plusieurs milliers d'adhésions publiques), le S.L.O.M.R. n'a pas pu opérer la jonction avec le mouvement ouvrier et populaire qui allait connaître, lui, plusieurs moments forts ; en Chine, les syndicats rétablis par Deng Xiaoping sont loin de se conformer aux souhaits des grévistes évoqués plus haut ; à Cuba, enfin, si les peines de mort ont

(1) Les informations dont nous disposons couvrent de manière très inégale les situations évoquées. On pourrait ajouter un sixième cas de figure : celui des personnes emprisonnées non pas pour avoir participé à des grèves mais pour y avoir exprimé la nécessité de formation de syndicats indépendants. Une situation de ce type nous a été signalée en Algérie à propos de deux ouvrières dans l'industrie textile.

(2) *Izток* (revue libertaire sur les pays de l'Est), n° spécial, septembre 1982, p. 25.

été commuées en détention à perpétuité, on n'entend plus parler de syndicats libres. L'exception, d'ailleurs partielle, c'est, bien sûr, la Pologne : en août 1980, les ouvriers en grève ont imposé les syndicats libres réclamés par le K.W.Z.Z., Solidarnosc a été toléré pendant un peu plus d'un an par le régime, mais le 13 décembre réduira brutalement à la clandestinité à la fois le syndicat et le mouvement ouvrier.

Ces actions (3) n'en ont pas moins laissé des traces — évidentes en Pologne — et ouvert des perspectives de changement autrement crédibles et libératrices que celles ouvertes par les vagues de contestation qui les ont précédées (autour de la « dissidence »), qui leurs ont succédé (le pacifisme indépendant, par exemple) et qui s'annoncent pour bientôt (liées au nationalisme des minorités en particulier). Bien que de portée très inégale (en raison du caractère hostile ou favorable, selon les cas, des contextes, des dynamiques et des conjonctures qui ont conditionné leur déroulement), ces pratiques que l'on repère dans les points les plus divers du socialisme réel procèdent toutes d'un rapport très étroit entre l'initiative d'un syndicat indépendant et la réalité du mouvement ouvrier. Si l'expérience polonaise constitue la principale référence des pratiques cubaine et chinoise, les initiatives soviétique et roumaine peuvent être considérées comme autonomes. Quoique exceptionnelle, la situation polonaise n'est, par conséquent, qu'un cas de figure parmi d'autres.

Une objection : la nature du syndicalisme occidental

Sans tomber dans l'antisindicalisme primaire, on ne peut ne pas constater que le syndicalisme réellement existant dans le monde libre (soit la forme d'institution *a priori* la plus vraisemblable des syndicats libres pour lesquels on combat avec tant de sacrifices dans le socialisme réellement existant) est, d'une part, en perte de vitesse, et constitue, d'autre part, une force qui participe, de fait et de droit, à la reproduction (parfois dans des conditions plus équitables) du système en vigueur. Parallèlement, il existe parmi les travailleurs, syndi-

(3) Peu de temps après, l'activité productive de ces usines changera de nature : on ne se contentait donc pas de liquider les organisations de la classe ouvrière ; si c'était nécessaire on intervenait carrément dans sa composition sociale.

qués ou non, et au sein de l'ensemble de la société des secteurs qui manifestent leur hostilité au système en place et qui se prononcent, parfois, pour sa modification radicale. A ceci il faut ajouter que, pas plus qu'à l'Est, en dépit des améliorations qui sont intervenues ces dernières décennies, la condition prolétarienne n'a changé qualitativement.

D'où viendrait alors la crédibilité du syndicalisme libre qui pointe à l'Est ? En quoi consisterait-il son contenu libérateur ?

On peut contourner cette objection, embarrassante, soit en prétendant que Solidarnosc n'était pas un syndicat, mais un mouvement social, ou national, ou les deux à la fois, soit en dissociant et en opposant le mouvement ouvrier et l'organisation syndicale. A mon avis ce n'est pas très sérieux. Solidarnosc constitue le prolongement organisé d'un mouvement social traduisant également des aspirations nationales mais dont la composante syndicale à proprement parler était déterminante. Afin de fournir une réponse cohérente et satisfaisante aux questions soulevées plus haut, il me semble nécessaire d'examiner la nature des syndicats officiels à l'Est.

Les syndicats officiels ou la phobie du conflit

Plus précisément, il s'agit de savoir si, en l'occurrence, on peut encore parler de syndicats. La réponse me semble négative pour des raisons de nature à la fois historique et structurelle.

L'instauration des régimes actuels s'est traduite dès le début par la liquidation des anciens appareils syndicaux — dont le rôle fut modeste dans les bouleversements ou les révolutions qui ont permis l'arrivée des communistes au pouvoir, au même titre, d'ailleurs, que celui de la participation de la classe ouvrière. Pourquoi cette liquidation qui, bien que réelle, est passée plus inaperçue que celle des partis politiques ? Bien entendu, parce que les communistes ne maîtrisaient pas les appareils en question : après la Révolution d'octobre, comme pendant la période 1944-1947 dans les pays de l'Est ou, un peu plus tard à Cuba (les élections syndicales libres — les dernières —, qui ont eu lieu dans ce pays en 1960, donc en pleine effervescence révolutionnaire, se sont soldées par un vote massif contre les membres du parti communiste, malgré les conseils du très charismatique Fidel Castro). Mais ce n'est

ni la seule ni la principale raison. Un exemple ponctuel mais révélateur : en 1947, des grèves éclatèrent dans plusieurs grandes usines situées à la périphérie de Bucarest. Or il se trouve qu'il s'agissait de l'un des rares bastions ouvriers des communistes. Evidemment, le mouvement fut réprimé dans le sang et, bien que les militants communistes fussent fort peu nombreux et que par conséquent leur influence fût très limitée dans ce pays, la direction du parti (et, déjà, de l'Etat) n'a pas hésité une seconde à s'aliéner l'un des rares secteurs qui lui était traditionnellement favorable et à tirer sur ses propres membres (4)...

En réalité, la liquidation des formes spécifiques d'organisation des travailleurs, indépendamment même du poids que les communistes pouvaient y peser, constituait une condition préalable, *sine qua non*, à la mise en place et au fonctionnement du nouvel Etat. Dans la même mesure où, une fois au pouvoir, le parti communiste n'est plus « un parti pas comme les autres » — vu qu'il vient d'éliminer, de manière qui plus est irréversible, les autres partis et qu'il cesse d'être un parti à proprement parler, le syndicat ne peut plus être considéré comme une simple « courroie de transmission ». Il est désormais appareil d'Etat, y compris sur le plan formel. Appareil d'un Etat structuré, sous-tendu et coiffé par un parti dont la fonction change considérablement : il est tout et, en même temps, pas grand-chose. Du jour au lendemain, lors du soulèvement hongrois en 1956, les communistes, tout-puissants la veille, se sont trouvés réduits à l'état groupusculaire et se sont vus obligés de se cacher en attendant l'arrivée de l'Armée rouge. En Pologne, pendant la période de Solidarnosc, les communistes qui ne voulaient pas se résigner au mutisme en attendant des jours meilleurs ou changer carrément de veste devaient jouer le rôle pitoyable d'extrémistes ou d'orthodoxes ; le triomphe de la ligne militaro-communiste de Jaruzelski à leurs dépens montre bien l'ambiguïté de la relation parti-Etat.

(4) Nous nous sommes délibérément limité aux actions qui ont un rapport précis avec les syndicats libres. Il en existe bien d'autres dont la nature moins ambitieuse ne diminue aucunement l'intérêt. Un exemple, parmi beaucoup d'autres : les propositions de l'ouvrier roumain Paraschiv concernant le mandat et l'assemblée générale. Pour ce qui est de la généalogie historique de ces actions, rappelons que les Conseils ouvriers hongrois en 1956 prévoyaient dans leur projet des syndicats indépendants (contrairement à des informations erronées qui circulent là-dessus dernièrement).

Outre la discontinuité historique non négligeable entre les syndicats d'avant et d'après la mise en place des régimes communistes, il existe une nette différence entre les syndicats officiels dans ces pays et les syndicats légaux dans les sociétés post-industrielles. L'atout majeur des syndicats occidentaux — qui leur confère un poids spécifique et leur permet d'accéder à une parcelle du pouvoir central — consiste dans leur capacité de gérer les conflits sociaux liés au monde du travail. Bien que directement associé au pouvoir central, donc plus puissant, le syndicat n'a pas cet atout dans le socialisme réel. Sa fonction est d'empêcher, coûte que coûte — y compris au sens littéraire de l'expression —, l'apparition des conflits, de désarmer toute situation pouvant y conduire, de rendre la notion même de conflit absurde. Le diagnostic-accusation de « délire réformiste » proféré à l'encontre de certains syndicalistes indépendants roumains, coupables d'avoir fait signer des pétitions concernant les conditions de travail, traduit bien cette phobie du conflit ouvert (5). Phobie qui relève moins d'une quelconque pathologie que de la rationalité du mode de domination totalitaire. L'arsenal dissuasif, répressif et, plus rarement, persuasif, dont disposent les syndicats officiels est à la mesure de leur importance sur l'échiquier institutionnel. En revanche, ils sont totalement dépourvus des dispositifs indispensables à la régulation des conflits. Avant de nous pencher sur cette impuissance devant les conflits sociaux, il me semble important d'essayer d'expliquer leur relative rareté et le caractère tardif de l'apparition des revendications concernant la constitution de syndicats libres.

La sécurité sociale comme « donnée » et comme « acquis »

L'omniprésence des syndicats — pièce maîtresse de la toute-puissance du parti et du contrôle étatique — n'explique pas tout. En effet, la sécurisation des travailleurs (dans les domaines les plus divers : emploi, conditions de travail, soins médicaux, logement, retraites, loisirs), soit les conditions mini-

(5) Les conflits latents et, surtout, indirects, à travers lesquels les travailleurs imposent, jusqu'à un certain point, un rapport de force qui leur est favorable, entrent dans une problématique distincte que je n'aborderai pas ici.

males (qui peuvent varier beaucoup d'un pays à l'autre) indispensables à une reproduction décente de la force de travail, ont été établies et institutionnellement garanties dès la mise en place de l'actuel régime. Or cette sécurisation, qui n'empêchait pas le développement d'un nouveau type de différenciation socio-économique, répondait, et répond toujours là où elle n'existe pas (la plupart des pays du tiers monde, par exemple), à une exigence réelle et profonde, parfaitement compréhensible, du mouvement ouvrier et des syndicats. Dans les sociétés occidentales, cette sécurisation a été à la fois acquise par des luttes ouvrières et syndicales et concédée par le capital dans son évolution — de son propre gré ou sous la pression de l'Etat (6).

La facilité avec laquelle on a liquidé les anciennes organisations syndicales et le caractère limité de l'opposition ouvrière lors de l'avènement du socialisme réel, ainsi que la rareté des conflits sociaux pendant les années suivantes, s'expliquent en grande partie par cette énorme concession, sans précédent historique de par son ampleur, dans le domaine de la sécurité sociale. Loin d'être un acquis, même partiel comme à l'Ouest, cette sécurité constitue une donnée dont il faut absolument tenir compte si l'on veut comprendre la complexité de la réalité ouvrière dans ces pays. C'est en raison de cette donnée que les syndicats officiels ont pu remplir, jusqu'à un certain point, mais avec un succès certain, la tâche qui leur avait été assignée. Cependant, cette donnée comportait d'emblée des limites et se révélera plus tard relative.

L'écart entre les droits théoriques des travailleurs et la réalité de leur condition était dès le départ considérable. L'élimination des abus, la punition des brimades, bref, la réduction de cet écart, ne pouvaient être qu'aléatoires. Les droits en question ne résultaient pas d'un rapport de force ; il s'agissait d'une concession accordée sous certaines conditions, notamment celle, draconienne, de s'abstenir de toute action ne s'encadrant pas dans les règles et les hiérarchies rigoureusement établies par le régime. Ce genre d'actions, même inoffensives,

(6) La sécurisation n'est pas le seul objectif, ni la seule raison d'être de toute organisation syndicale, ni de tout mouvement ouvrier. La réalisation, même formelle, de cet objectif pour lequel on se battait en Europe notamment avant la dernière guerre, et on se bat toujours dans tant de pays du tiers monde, peut, cependant, créer une certaine confusion quant à la raison d'être des syndicats indépendants du pouvoir en place, dans le cadre des pays socialistes.

étaient décrétées contre-révolutionnaires dans la mesure où elles étaient perçues par les autorités comme une remise en question d'un régime dont le caractère socialiste résidait, selon elles, dans l'institutionnalisation des droits des travailleurs. Mais — et c'était un cercle vicieux —, l'application de ces droits ne pouvait être efficace que grâce à une mobilisation effective des travailleurs, donc aussi, nécessairement, grâce à des actions comme celles qualifiées de contre-révolutionnaires. De ce point de vue, la « démocratie socialiste » ou « populaire » est plus formelle — vicieuse et cynique — que la démocratie bourgeoise.

Relative (puisqu'elle ne modifie pas fondamentalement la condition prolétarienne) et reposant sur une contradiction insoluble comme nous venons de le voir, la sécurité sociale s'est révélée, en plus, réversible dès lors que surgissaient des difficultés, surtout économiques, majeures. A moins de continuer à entretenir, ou de restaurer, un climat de terreur, les autorités allaient se heurter à des conflits cette fois-ci inévitables. D'autant plus que les syndicats officiels participaient directement au grignotage des droits des travailleurs, alors qu'en Occident les syndicats s'opposent (modérément et parfois démagogiquement) à ce genre de restrictions et limitent ainsi les dégâts (ainsi que la colère, d'ailleurs). C'est l'augmentation du prix des aliments de base, donc la brutale diminution du pouvoir d'achat des salariés, qui a provoqué les soulèvements polonais. Les mineurs de la vallée de Jiu se sont mis en grève à cause de la modification du système des retraites et de la suppression de la ration de lait accordée à ceux qui descendaient dans les puits. Si le non-respect ou l'abolition de certains droits sont à l'origine des conflits, le caractère formel — qui n'échappe à personne — de nombreux autres droits ne peut qu'amplifier les conflits et conduire à leur généralisation. Ce à quoi s'ajoute la soudaine prise de conscience du décalage entre la condition misérable des ouvriers et leur pouvoir potentiel.

Face à une telle dynamique, les syndicats officiels ne peuvent rien faire ; c'est pourquoi il me semble difficile de les nommer « syndicats ». Tout au moins au même titre que les autres : qu'ils soient d'obédience social-démocrate, communiste ou démocrate-chrétienne, liés à des mafias ou des gouvernements, rouges ou même jaunes (maison). La C.G.T. a beau être la courroie de transmission du P.C.F. prosoviétique et de faire

partie de la F.S.M. dont le centre se trouve à Prague, elle se distingue de ses consœurs « orientales » par sa capacité (discrète, limitée mais réelle) d'assurer, à son niveau, la bonne, équitable et réaliste marche en avant du système dominant en France. Même si sa direction nourrit l'ambition d'accéder un jour à un statut similaire (côté pouvoir) à celui des syndicats soviétiques ou bulgares, les inquiétudes causées par les nouveaux problèmes qui les attendent ne doivent pas manquer. La position, critique chez les uns (le P.C.I.), réservée chez les autres (le P.C.F.), des communistes occidentaux sur les « manquements à la démocratie socialiste » s'explique par ces inquiétudes.

Le syndicalisme : révolutionnaire à l'Est, mais pas à l'Ouest

Le mouvement ouvrier et le syndicalisme indépendant, surtout dans un pays comme la Pologne, résultent de préoccupations qui s'apparentent sur certains points à celles des travailleurs occidentaux. A de très rares exceptions près — plutôt dramatiques : cf. la grève des mineurs anglais —, ces derniers ont été plus discrets ces dix dernières années et n'ont jamais mis sérieusement en question l'establishment, ni avancé des programmes alternatifs crédibles.

L'incapacité structurelle du système étatique propre au socialisme réel d'intégrer les syndicats libres confère à ces derniers, indépendamment même de leur volonté, une vocation révolutionnaire. La situation occidentale est symétriquement opposée : à moins de changer de nature — et ses maîtres connaissent bien les inconvénients de l'aventure fasciste, militaire ou communiste —, le système dominant ne peut pas se passer des syndicats ; tout au plus peut-il favoriser ou freiner leur essor. Réciproquement, les syndicats ne peuvent renoncer à la position — modeste mais sûre — qu'ils occupent. L'aventure est la dernière des choses auxquelles peut aspirer une institution, quelle qu'elle soit : syndicat, armée, Eglise, etc.

La raison pour laquelle le syndicalisme est révolutionnaire à l'Est est du même ordre que celle pour laquelle il ne l'est pas à l'Ouest. Mon raisonnement peut paraître simpliste, et l'est dans une certaine mesure ; il aboutit à une idée qui pourrait cependant être stimulante pour la compréhension des

choses. A condition d'une part, de ne pas perdre de vue qu'il s'agit d'une hypothèse et, d'autre part, de la manier et de l'appliquer avec prudence ; à condition, bien entendu, de préciser ce que l'on entend par « révolutionnaire ».

Révolutionnaire, tout d'abord au sens le plus élémentaire et prosaïque du mot : Solidarnosc, de par son existence même, menaçait le régime polonais un peu comme les exploits de la guerilla salvadorienne, l'accumulation des martyrs dans les manifestations de rue à Téhéran ou l'accroissement des soldats soviétiques tués dans le Panchir menaçaient ou menacent les régimes en place dans ces trois pays. Les modifications entraînées par le mouvement ouvrier, le syndicat Solidarnosc et la dynamique sociétaire qu'ils avaient favorisée relevaient à la fois de ce que l'on peut appeler une révolution bourgeoise (rétablissement des droits démocratiques élémentaires), une révolution nationale (affirmation de l'identité nationale contre l'emprise d'une superpuissance limitrophe) et une révolution socialiste antibureaucratique (mise en pratique des droits sociaux dont l'application était entravée par l'intérêt de classe de la bureaucratie). Néanmoins, aucune de ces notions, pas plus que les trois à la fois, ne décrivent convenablement la situation polonaise dans sa globalité et dans ses potentialités. Ce n'est pas un hasard si les partis, les discours et les programmes politiques proprement dits à même de faire aboutir une révolution bourgeoise, nationale ou socialiste, ont joué un rôle aussi infime en Pologne.

La révolution amorcée par Solidarnosc — et je ferai abstraction des convictions de ses agents, en l'affirmant — était une révolution sociale. En quel sens ? Dans le socialisme réel, nous l'avons vu, le syndicat indépendant est incompatible avec le système en place ; historiquement cela s'est vérifié partout. Juridiquement garantie ou non, son existence est fonction d'un rapport de forces. A lui seul, un appareil syndical ne peut pas se mesurer à l'Etat. Seul un mouvement social fort et actif en permanence peut imposer et entretenir le rapport de forces nécessaire à l'existence du syndicat. En Pologne (et dans tous les cas de figure examinés, même lorsqu'il ne s'agissait que de vagues initiatives de constitution de syndicats libres ou de simples ébauches de mouvement), syndicats et mouvement sont indissociables dans la mesure où les deux sont incompatibles avec le système en place qui, lui, exclut, à n'importe quel prix, le conflit et tout ce qui pourrait lui ressembler.

Evidemment, ce serait un tour de passe-passe que de dire que le conflit entre le mouvement social et le syndicat est inhérent, de même que le conflit à l'intérieur du mouvement et du syndicat, à une situation qui procède d'une conception fondée sur la manifestation et non l'escamotage du conflit. La défaite, partielle et provisoire à mon avis, du mouvement social et du syndicat Solidarnosc est due au décalage progressif entre eux. Ceci a été pire que si le conflit entre les deux avait lieu ouvertement ; parce qu'un tel décalage implique désaffection d'un côté et décollage de l'autre. Ce fossé qui s'est creusé subrepticement a multiplié et aiguisé les conflits à l'intérieur de la direction du syndicat entre modérés irresponsables, réformistes utopiques et partisans des radicalismes les plus divers et contradictoires. Bien qu'ils se réfèrent à la tension entre le syndicat et le mouvement, entre la direction et la base et, en un sens la reflètent, ces conflits étaient insolubles en raison de la désaffection du mouvement. Sans la participation active de ce dernier, personne ne pouvait avoir raison ; surtout pas de l'Etat. L'épisode de Bydgoszcz, en mars 1981 (lorsque Walesa a imposé sa décision de ne pas répondre par la grève générale à la provocation de la milice, passant outre la décision prise démocratiquement par les délégués du syndicat), marque le début de la fin. La désaffection de la base, du mouvement, présumée par Walesa (et qu'une grande partie des militants actifs craignaient) allait s'amplifier inexorablement. Indépendamment du degré réel de mobilisation de l'époque de Bydgoszcz — sans doute supérieure à celle de la veille de l'instauration de l'état de guerre —, la décision de Walesa (partagée, de fait, par beaucoup d'autres) de ne pas y faire appel signifiait l'autonomisation du syndicat, de sa direction et de son président par rapport au mouvement et, du coup, l'effilochement de ce dernier. La fraction la plus intelligente de l'Etat polonais l'avait compris et en fera un bon usage le 13 décembre.

On pourra me rétorquer qu'à partir de ce que je viens de dire le syndicat a cessé d'être révolutionnaire ; c'est certain ! Et c'est la raison pour laquelle et le syndicat, et le mouvement ont perdu sans même livrer bataille, sans intensifier la révolution sociale qu'ils avaient initiée. Pouvaient-ils gagner la bataille ? Si on la gagnait, sur quoi aurait-on débouché ? Il est impossible de répondre à ces questions parce que la révolution sociale relève par définition, contrairement à l'institution étatique, de

l'aventure, et parce que jusqu'à nos jours aucune n'en est sortie victorieuse. Je parle bien de révolution sociale et non pas de son ersatz à l'usage des tyrans, des fonctionnaires et des faibles d'esprit que l'on nomme « révolution socialiste » et qui décrète et programme étape par étape le socialisme réel.

Je ne m'attarderai pas ici sur les constantes objectives du mouvement de revendications mené par Solidarnosc (la tendance vers l'égalitarisme, sur le plan économique, par exemple), ni sur les formes d'action et de démocratie directe qui ont pu y surgir (7), et qui justifient l'usage, à propos de la Pologne, de la notion de révolution sociale ; pas plus que sur la manière de relativiser un certain nombre d'objections concernant le rôle de l'Eglise et de la religion (8). Je proposerai toutefois, avant de conclure, une comparaison qui pourrait surprendre : celle entre le syndicalisme polonais d'une part, et le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme, d'autre part.

L'évolution de Solidarnosc et de la réalité polonaise depuis le 13 décembre confirme, à mon avis, le bien-fondé d'un tel rapprochement. Qu'il s'agisse des pratiques et des prises de position de la T.K.K. (cf., surtout, l'autogestion entendue non seulement comme but mais aussi comme moyen) (9), de son opposition à l'avant-gardisme et de son autonomie à l'égard des partis politiques et du faible impact social de ces derniers ou qu'il s'agisse de l'évolution des rapports entre l'Eglise et le mouvement social (cf. l'échec du projet de syndicats chrétiens et les positions ambiguës de l'épiscopat ouvertement critiquées) et de la place accordée à la démocratie directe dans les projets de société liés au mouvement social ainsi que l'incompatibilité clairement définie entre l'Etat et une économie socialisée (10). Il s'agit, certes, d'un terme de comparaison éloigné dans le temps, mais aussi d'une orientation et d'un courant qui ont constitué l'expression la plus vigoureuse et la plus authentique de l'histoire du mouvement ouvrier. Le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme constituent en même temps

(7) Cf. « La Pologne : les mots et les choses », in *Iztok*, n° spécial, septembre 1982.

(8) Cf. « Les Polonais croient-ils vraiment en Dieu ? », communication à la rencontre internationale anarchiste, Venise, septembre 1984.

(9) Cf. « A propos de l'autogestion en Pologne depuis le 13 décembre », *Iztok*, n° 8, mars 1984 ; « Solidarnosc aujourd'hui : la T.K.K. », *Change International*, n° 1.

(10) Cf. Ian HARTMAN, *L'autogestion dans l'économie du socialisme réel*, Bibliothèque ouvrière populaire, Varsovie, 1983 (à paraître en français).

dans le vocabulaire marxiste-léniniste une « accusation » correspondant aux luttes qui échappent aux médiations partidaires et idéologiques et qui désespèrent par conséquent les communistes et leurs conceptions. Un peu comme le mouvement social et Solidarnosc les ont désespérés et vont, vraisemblablement, les désespérer encore.

Aucune figure militante n'incarne le processus que je viens de suggérer, aucune idéologie ne l'exprime, aucun parti politique ne le programme. On peut toujours se dire que le militantisme, la politique et l'idéologie — notions depuis longtemps en crise ouverte à l'Est — ne sont que des mots qui n'ont pas grand-chose à voir avec la réalité. Il ne s'ensuit pas moins un vide qui risque d'être rempli avec n'importe quoi, par n'importe qui. Encore faudrait-il, pour que la révolution dont nous venons de parler aboutisse, que ceux qui la font la vivent comme telle. Encore faudrait-il que l'on sache dans les sociétés post-industrielles s'il y a encore quelque chose qui soit révolutionnaire — vu que le syndicalisme ne l'est plus. Encore faudrait-il savoir faire en sorte que les révolutions du tiers monde n'aboutissent plus à de simples caricatures des démocraties occidentales ou à de sinistres copies du modèle soviétique.

Pour ma part, je ne le sais pas.